

diverses, les participants de la table ronde ont généralement convenu qu'une réactivation et une coopération économiques s'imposaient dans les pays d'Amérique centrale et que la région avait vivement besoin de recevoir une aide économique et de "diversifier ses liens de dépendance". On a souligné à maintes reprises l'acuité de la crise économique en Amérique centrale et l'on a estimé qu'il fallait d'abord la régler pour y garantir à long terme la paix et la stabilité. Les participants ont exhorté les Canadiens et les Européens à fournir à l'Amérique centrale une aide technique, commerciale et financière, surtout en ce qui regarde la gestion de la dette extérieure et les négociations s'y rapportant. On les a également incités à encourager la Banque mondiale, le Fonds monétaire international (FMI), la Banque inter-américaine de développement (BID) et les Nations-Unis "à donner l'exemple en dirigeant l'aide économique vers les pays d'Amérique centrale".

Pareille aide allégerait la tâche de Contadora et réduirait sans doute l'influence des États-Unis dans les Caraïbes en général. L'aide économique mise à part, on a proposé diverses initiatives diplomatiques et autres que les Canadiens et les Européens pourraient prendre. En voici quelques-unes : nommer des ambassadeurs itinérants; améliorer la représentation diplomatique en ouvrant de nouvelles ambassades, notamment à Managua; formuler et appliquer des politiques autonomes fondées sur les renseignements obtenus de sources indépendantes; être prêt à prendre des risques diplomatiques pour promouvoir la paix; établir un service multilatéral de surveillance et de contrôle qui ferait enquête sur le trafic d'armes et présenterait des rapports à ce sujet; encourager les États-Unis à témoigner devant la Cour internationale de Justice afin qu'on puisse évaluer convenablement leur position; demander à des organismes comme l'Institut canadien pour la paix et la sécurité internationales (ICPSI) d'effectuer des recherches sur les conflits en Amérique centrale, sur Contadora et sur les autres moyens de mettre fin à ces conflits.

Reprenant des idées exprimées au cours de la séance précédente, des participants ont souligné l'importance d'institutionnaliser Contadora et d'établir un secrétariat qui puiserait à même des compétences existant à l'extérieur de l'Amérique latine. Cependant, ce thème a suscité des critiques. Ainsi, un participant américain a fait observer que Contadora a d'abord été une "modeste tentative" et qu'on attend trop de lui maintenant. "Les pays d'Amérique centrale veulent-ils une bureaucratie permanente ? Les quatre pays du groupe de Contadora en veulent-ils une aussi ?" De plus, a-t-il soutenu, les tiers ne peuvent pas faire grand-chose pour